

L'organisation des Nations unies et les catastrophes naturelles

Autor(en): **Chevalier, John**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **18 (1971)**

Heft 9

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-365740>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'organisation des Nations unies et les catastrophes naturelles

Par John Chevalier

Depuis 1965 environ l'Organisation des Nations unies (ONU) s'intéresse à un problème qui sensibilise chacun à l'heure actuelle, à savoir l'assistance en cas de catastrophes naturelles. Des catastrophes qui ont toujours existé, bien sûr, mais dont l'ampleur et le tragique nous touchent directement grâce à la presse, la radio et la télévision. Cela d'autant plus que les forces déchaînées de la nature: tremblements de terre, inondations, typhons, pour n'en citer que quelques-unes semblent s'acharner particulièrement sur les pays en voie de développement. Ce n'est, certes, pas d'aujourd'hui que des organisations privées, telles que la Croix-Rouge — dont on ne dira jamais assez les mérites — se sont ingénies à adoucir le sort des victimes, à leur donner des soins, de la nourriture et un toit, si primitif soit-il. Toutefois, ces organisations ont allées en se multipliant, et les efforts faits par les unes et par les autres, dans un cas donné, manquent souvent de coordination. D'où perte de temps et d'argent. Enfin, des questions d'amour-propre — bien mal placées en de telles circonstances — interviennent quelquefois qui n'arrangent pas les choses. Qu'elles se fassent jour entre organisations caritatives, ou qu'elles se manifestent au sein des pays sinistrés... à l'égard de ceux qui viennent leur porter secours!

C'est certainement pour toutes ces raisons que l'ONU, et en particulier un de ses organismes les plus importants, le «Comité social et économique» (ECOSOC) a pensé qu'il y avait là un beau champ d'action. Des experts ont été nommés, des séances ont eu lieu, des rapports volumineux rédigés depuis quelques années et traitant de l'assistance en cas de catastrophe naturelle. Dans ce fatras de documents, il y a certes des choses intéressantes à retenir, alors que d'autre manquent de réalisme. Mais le problème valait d'être posé à cet échelon le plus haut.

Un coordinateur des secours en cas de catastrophes naturelles?

L'ECOSOC, après avoir pesé le pour et le contre a — au terme de sa session d'été — pris la décision suivante:

«Le Conseil économique et social de l'ONU lance un appel au secrétaire général des Nations unies. U Thant, pour qu'il nomme un coordinateur des secours en cas de catastrophes naturelles et crée un service permanent chargé de préparer et d'organiser ces secours.» Le coordinateur devrait être nommé

pour cinq ans et, selon les avis exprimés par plusieurs délégations lors du débat, le siège de son travail pourrait être à Genève. Cet appel a été adopté à l'unanimité, sauf deux abstentions, celles de la Hongrie et de l'URSS. Le porte-parole soviétique exposant qu'à son avis l'assistance bilatérale est la meilleure méthode en cas de catastrophe naturelle, et il a déclaré qu'il était opposé à la création d'une nouvelle «machinerie bureaucratique» dans ce domaine. Une «machinerie» basée sur le fait que le coordinateur de l'ONU devrait mettre en œuvre les secours des diverses organisations des Nations unies, à la demande d'un pays touché par une catastrophe naturelle, et harmoniser ces secours avec ceux des autres institutions non-gouvernementales et spécialisées dans un tel domaine. Le coordinateur devrait en outre: aider le gouvernement du pays sinistré à évaluer ses besoins et leurs priorités (et d'en informer les donateurs possibles...), promouvoir l'étude, la prévention, le contrôle et la prévision des catastrophes naturelles, préparer des plans d'action et des stocks de matériel.

Projet remarquable comme on le voit, mais dont les auteurs ne semblent pas avoir mesuré les difficultés et les implications.

Et la Protection civile que devient-elle dans tout ceci?

Par ailleurs on est frappé de constater que dans tout ceci on ne semble pas tenir compte de ce qui est tout de même une solide réalité, à savoir la protection civile. Il y a peut-être deux raisons à ce silence, et tout d'abord le fait que dans plusieurs pays la Protection civile (ou défense civile) est une affaire militaire... où l'ONU ne désire pas mettre son nez. Mais il y probablement aussi ceci — qui est pire à notre avis — c'est que, une fois de plus, on maintient l'équivoque qui règne entre d'une part les institutions purement humanitaires qui apportent aux sinistrés soins et subsistance, et celle qui sauve les victimes en les retirant des décombres ou en éteignant les incendies. C'est à dire l'«outil technique» qui a nom protection civile. Les unes et les autres de ces interventions, qui se complètent et ne peuvent se passer d'une étroite collaboration (et non pas d'une subordination) étant placées sous le même vocable de «secours». Un vocable qu'il faudra bien une fois définir en lui donnant son sens le plus large!

C'est d'ailleurs à quoi se sont employées plusieurs des délégations participant aux délibérations de l'ECOSOC — et celle d'Indonésie en particulier — en exposant les progrès faits à travers le monde par la protection civile. Et en exposant surtout le rôle joué dans ce domaine par l'Organisation internationale de Protection civile (OIPC) qui a déjà réalisé quelques-uns des points étudiés par les Nations unies. En particulier un plan-type d'intervention en cas de catastrophe, sur le plan national, et un autre plan, d'assistance régionale, que plusieurs groupes des pays-membres de l'OIPC ont adopté, de par leur propre et mutuelle volonté.

Formation des cadres supérieurs et instructeurs

Il a été relevé, par ailleurs que l'OIPC avait établi un projet d'organisation nationale de Protection civile, qui est à disposition des pays qui le désirent, et qui peuvent l'appliquer en fonction de leurs besoins et possibilités. Enfin, et où ceux qui se sont efforcés de montrer ce qui existait déjà dans ce domaine ont eu la partie belle, c'est en faisant la liste des cours déjà mis sur pied par l'OIPC et tendant à la formation des cadres supérieurs et des instructeurs nationaux PC. Ce qui est tout de même commencer... par le commencement! Et cette année encore, et avec l'appui de l'OFPC et des autorités genevoises — tous les cours ayant lieu au Centre d'instruction de Bernex — une nouvelle étape est franchie. Trois cours ont été, en effet, prévus en 1971 — chacun d'une durée de quatre semaines — permettant aux stagiaires de fonctionner ensuite en qualité d'instructeurs spécialisés (feu, sauvetage et sanitaire en particulier). Le premier stage a eu lieu à Bernex au printemps, réunissant des participants venus du Gabon et de Tunisie, alors que le troisième, également pour les francophones, se déroulera en automne. Mais, entre-temps, ce sont des participants de langue anglaise qui ont été à la tâche pendant tout le mois d'août, et envoyés par les Gouvernements des Barbades, d'Indonésie, Jamaïques, RAU, Thaïlande, Trinidad-Tobago et Venezuela. Eventail véritablement remarquable, et qui prouve combien sont appréciés les cours en question, et combien aussi ils sont une nécessité.

Alors, manifestation d'intention de la part de l'ONU... et déjà réalisations nombreuses de l'OIPC. A chacun de conclure!

Protection civile **autoprotection**
